



PC / YL 066

Paris, le 13 mars 2026

Communiqué :
La Logistique : Secteur essentiel, salariés sous-payés

La deuxième réunion de négociation annuelle obligatoire (NAO) dans le secteur de la logistique vient de se tenir.

Contre toute attente, les organisations patronales ont décidé de mettre fin aux discussions dès cette seconde réunion, sans même attendre la troisième séance habituellement prévue.

La proposition patronale se limite à 1 % d'augmentation, ce qui placerait le premier niveau de la grille à seulement 0,01 € au-dessus du SMIC.

Autrement dit :

- Des salaires toujours collés au SMIC,
- Un écrasement des qualifications,
- Aucune reconnaissance réelle de l'expérience.

Le patronat propose également un échelon d'ancienneté à 20 ans pour... 0,10 € de plus par heure. Une reconnaissance dérisoire pour des salariés qui travaillent souvent dans des conditions exigeantes, avec des horaires décalés et une pénibilité réelle.

Ces propositions sont d'autant plus inacceptables que le coût de la vie continue d'augmenter, notamment avec la hausse des prix de l'énergie et des carburants.

Pourtant, chacun le sait : la logistique est un secteur essentiel au fonctionnement de l'économie. Sans les salariés des entrepôts et des plateformes logistiques, rien ne circule.

Malgré cela, les salaires restent parmi les plus bas, avec une précarité importante et des grilles écrasées par le SMIC. Une situation qui ne permet ni de reconnaître les salariés en place ni d'attirer les jeunes vers ces métiers. Nous avons-nous aussi les résultats des groupes Logistiques qui sont plutôt dans le vert plus. Cela est HONTEUX.

Dans ces conditions, Force Ouvrière Transport et Logistique ne signera pas cet accord et le combattra.

Force Ouvrière revendique :

- ✓ une véritable revalorisation des grilles salariales
- ✓ un écart réel avec le SMIC
- ✓ la reconnaissance des qualifications et de l'ancienneté

Les salariés de la logistique méritent respect, reconnaissance et des salaires dignes de leur travail.

Force Ouvrière continuera à défendre leurs droits et leur pouvoir d'achat.

ENSEMBLE, FAISONS-NOUS RESPECTER.

Fait à Paris le 13/03/2026,
Quentin QUEMENER, Secrétaire Fédéral.